LOUISA HANOUNE À CONSTANTINE :

«Les résidus de la restructuration persistent»

Le discours rodé, imprimé de mots d'ordre à la limite du populisme avec au passage, des clins d'œil au contexte actuel de la campagne électorale, la SG du Parti des travailleurs a été l'égale d'elle-même. Cela, même si, parfois l'assistance semblait perdue lorsque cette dernière aborde des questions d'ordre éminemment économique.

Arrivée dans la soirée de jeudi à Constantine où elle devait tenir un meeting à la salle omnisports d'El Khroub, Louisa Hanoune a su, à sa manière capter l'attention des Khroubis, venus nombreux écouter la femme qui fait de la défense «de la classe ouvrière et de l'économie nationale» son cheval de bataille.

Le choix d'El Khroub, deuxième commune de Constantine de par sa démographie et son aspect de ville agricole et industrielle ne serait pas fortuit en fait.

Passant en revue les politiques économiques menées par le gouvernement dont, notamment celle des «privatisations», la secrétaire générale du PT n'a pas été tendre avec les pourvoyeurs de ce courant qu'elle qualifie de «capitalistes et féodaux». «L'Algérie est visée dans ses intérêts et son économie par la déferlante des privatisations et risque, de ce fait l'éclatement. Ils veulent nous ramener au temps du féodalisme et les khemassa» tonne-t-elle. Aussi, Hanoune plaidera pour «la libération de l'économie du dédoublement et l'accomplissement des réformes économiques».

Et de rappeler dans la foulée «qu'en dépit des acquis émanant des lois de finances complémentaires (LFC de 2009 et 2010), que nous ne nions pas d'ailleurs, les résidus de la restructuration persistent et des dizaines d'entreprises sont toujours menacées de disparaître». Qualifiant les prochaines joutes électorales de décisives et ne ressemblant en rien aux précédentes, Louisa Hanoune a exhorté les citoyens d'aller voter massivement. «Ce scrutin, de par les enjeux qu'il renferme constitue une étape cruciale pour l'Algérie. Aussi, il est primordial de s'exprimer librement», dira-t- elle. En ce sens, elle rappellera que le pays est «menacé» et fait l'objet «de pressions» extérieures en raison de la crise du système capitaliste que traverse l'Occident. Battant en brèche les arguments des courants abstentionnistes, la SG du Parti des travailleurs a remis en cause le discours des nouveaux partis, lesquels à ses yeux ne savent pas où donner de la tête. Les partis islamistes comme ceux de l'Alliance présidentielle n'étaient pas en reste et n'ont pas échappé aux critiques acerbes de la première femme candidate à la présidence en Algérie. Les premiers puisqu'ils utilisent l'Islam pour des intérêts politiciens et les seconds parce qu'ils ont brisé les réformes du président de la République.

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune exhorte les citoyens d'aller voter massivement.

Farid Ben

À PARTIR DE GUELMA

Moussa Touati s'attaque aux nouveaux riches

Le patron du FNA était ce vendredi à Guelma, il a pris la parole devant des militants conquis qui ont rempli la salle de conférences de la maison de la culture Chaffaï Abdelmadjid du centre-ville. En début de matinée, dans une atmosphère de liesse, Moussa Touati est monté sur scène pour un discours de plus d'une heure. Il s'est attaqué aux membres de la nouvelle caste de riches qui, selon lui, «se sont accaparé un pouvoir populaire et qui ont nui au pays et au peuple». «Le changement doit s'effectuer impérativement par les urnes», a-t-il déclaré, avant d'appeler l'assistance à voter massivement le 10 mai, «c'est le meilleur moyen d'empêcher la fraude», a-t-il ajouté.

Moussa Touati s'est ensuite exprimé sur le chômage, la précarité et sur les failles du système éducatif qui «conduisent à l'échec scolaire». Il poursuivit en disant que «la victoire du FNA au prochain scrutin ne peut se réaliser qu'à travers une grande mobilisation, notamment celle des femmes et des jeunes».

Il est à rappeler que la liste FNA de Guelma est pilotée par M. Salah Salah, élu de l'APW, et membre de la direction nationale du parti.

N. Guergour

LÉGISLATIVES

Djaballah en campagne à Relizane

Dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai 2012, M. Abdallah Djaballah, président du FJD a animé ce jeudi après-midi un meeting à la Maison des salles de fête du chef-lieu de Relizane où il a longuement expliqué les grandes lignes du programme de son parti.

La salle était comble, pour le candidat du FJD, Abdallah Djaballah. Son programme est basé sur les questions de l'emploi et du développement local intégré. D'emblée, il a développé son programme politique dans toute sa dimension socioéconomique, et développement régional et national, comme pour faire mouche en direction des jeunes présents dans la salle. Le conférencier a plaidé pour un régime parlementaire, capable de répondre aux aspirations tant attendues du peuple à travers une réelle séparation des pouvoirs, accusant dans sa lancée le pouvoir de la mainmise aux dépens de la souveraineté.

Le président du FJD en présence d'une forte assistance, après avoir écouté quelques versets du Coran, a mis en relief les objectifs de son programme inspiré de la réalité algérienne, à travers un discours à vocation scientifique qui a touché différents secteurs, politique, social et économique, a indiqué que le développement du pays doit être basé avant tout sur la stabilité politique et une économie durable, indépendante des richesses naturelles du pays. L'orateur dira que son parti œuvre sur le plan social à relancer des domaines tels ceux liés à la santé, le sport, la jeunesse, et les couches défavorisées et vulnérables. Les listes des candidats ont été arrêtées par la base militante de son parti en toute démocratie et clarté, et il n'a pas manqué de souligner, à cet effet que cette échéance électorale revêt un caractère particulier dans le processus démocratique destiné à apporter le changement au sens noble du terme. «Tous les Algériens doivent être égaux», appelant à voter massivement pour les candidats du FJD, affirmant qu'en cas de victoire, son parti engagerait de véritables changements.

A. Rahmane

BOUIRA

Quand Menasra s'en prend aux partisans de l'Algérie algérienne

Le président du nouveau parti le Front du changement, Abdelmadjid Menasra, qui a animé ce jeudi un meeting au théâtre communal de Bouira, s'en est pris aux partisans de l'Algérie algérienne pendant la révolution, les assimilant à des laïcs qui n'avaient d'autres soucis que d'entraîner l'Algérie dans un giron qui est étranger à son identité.

Selon Menasra, c'est grâce à la perspicacité du peuple algérien que les manœuvres de ces laïcs avaient été déjouées puisque la révolution algérienne a été faite au nom de l'Islam et c'est grâce à l'Islam, à la véritable identité de l'Algérie, que le pays a recouvré son indépendance. Ainsi, selon Menasra, les partisans de l'Algérie algérienne, qu'il qualifie de non-sens, allaient entraîner le pays dans l'inconnu. Rien que ça.

De l'appel du 1er Novembre où il n'était plus question de l'Islam dans la lutte armée mais de l'engagement des milliers de gens venus de divers horizons depuis les nationalistes aux centralistes en passant par les laïcs et les communistes, du ralliement tardif de l'association des Ulémas algériens à la révolution, qui n'est intervenu que le 12 février 1956, le président du FC n'en avait cure.

Pour le conférencier, Bouira représente cette symbiose entre les différentes composantes du peuple, mais des composantes qu'il n'a à aucun moment osé énoncer. Quant à évoquer les événements du Printemps noir de 2001, le Printemps amazigh de 1980 qui avait jeté les premiers jalons du combat démocratique en Algérie, ou encore la question amazighe ; des événements qui étaient le jour même célébrés dans le chef-lieu de la wilaya par des milliers de citoyens, cela n'était plus inscrit dans l'agenda du chef islamiste, qui n'avait d'arguments dans son discours que les sourates et les hadiths.

Y. Y.

À L'OCCASION DU 32e ANNIVERSAIRE DU PRINTEMPS BERBÈRE

Marche pour l'officialisation de tamazight et boycott des législatives à Béjaïa

Plusieurs centaines de personnes ont battu le pavé hier à Béjaïa à l'appel du Comité national des étudiants démocrates amazighs (Cneda) et la Coordination des lycéens de Béjaïa (CLB), à l'occasion du 32e anniversaire du Printemps berbère et la célébration du 11e anniversaire du Printemps noir 2001.

Sous les mots d'ordre «Pour une Algérie démocratique et sociale, pour l'officialisation de tamazight et pour des élections libres et transparentes», la procession composée d'étudiants, de lycéens, de militants et de sympathisants du RCD, du MAK et de la société civile, s'est ébranlée à 11h30 à partir du campus universitaire de Targa Uzemour vers le siège de la Wilaya.

Le long du parcours, les marcheurs n'ont pas cessé de reprendre à tue-tête des slogans hostiles au pouvoir. «Pouvoir assassin», «Bouteflika, Ouyahia, houkouma irhabia», «la patate à 100 DA, le baril à 100 dollars» et «Ulac l'vote ulac» ont scandé à gorge déployée les manifestants.

La foule de manifestants grossissait au fur et à mesure qu'elle avançait vers le point de chute de la marche pour observer un rassemblement devant le siège de la Wilaya. Dans une prise de parole improvisée, les animateurs du Cneda estiment dans leur déclaration que faire le bilan aujourd'hui en Algérie, 50 ans après la fin d'une guerre sans merci contre le colonialisme et 32 ans après le Printemps berbère qui a posé les jalons des luttes démocratiques dans toute la région nord-africaine, revient à dire que le régime algérien a réussi l'échec dans un pays pourtant promu à toutes les espérances et destiné pour être un exemple dans le monde en matière d'ouverture, d'acceptation de l'autre et de démocratie.

«Aujourd'hui, alors que nos voisins, particulièrement dans cette région nord-africaine, capitalisant les expériences et le combat du peuple algérien, se lancent, après la chute des dictatures, dans la voie de la construction démocratique et intègrent la dimension amazighe dans la définition de l'identité de l'Afrique du Nord, les dirigeants algériens restent réfractaires à toute idée de changement et annoncent une mascarade électorale pour le 10 mai prochain, qu'ils assimilent sans aucun scrupule au 1er Novembre 1954 qu'ils n'ont jamais connu», poursuivent dans leur document les animateurs du Cneda tout en se félicitant de la mobilisation citoyenne à leur manifestation appelant à l'officialisation de la langue amazighe et au rejet des législatives du 10 mai prochain.

Au terme de la marche, les manifestants se sont dispersés dans le calme.

A. K.